

Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : PLF et PLFSS 2027 : l'austérité à l'horizon, la CGT propose une autre voie !.....	1
Reims / Épernay - 13 octobre : la CGT toujours aux côtés des lycéens.....	2
Bezannes - 14 octobre : Retraités et actifs pour la revalorisation des pensions	2
Poreaux & Cie à nouveau racheté : le Monopoly se poursuit	2
Saint-Martin-sur-Pré : mouvement de grève à la station Total	3
Transports urbains rémois - Direction générale : arrêtez de regarder ailleurs !	3
Champagne : Grève chez Veuve Clicquot-Krug, la CGT alerte sur les mutualisations, l'emploi et le pouvoir d'achat	3
Strasbourg - 20 octobre : Non au 28ème régime !.....	4
TRUMP et POUTINE : le pétrole ou la guerre, les affaires d'abord !.....	4
Reims - NAZA : l'IA au service du génocide.....	4

Édito : PLF et PLFSS 2027 : l'austérité à l'horizon, la CGT propose une autre voie !



Le projet de budget de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027 confirme une orientation politique : faire payer aux salariés, retraités, familles et services publics le prix de la réduction des déficits, plutôt que de rechercher une répartition plus juste des richesses.

Le gouvernement prévoit 5,5 milliards d'euros d'économies sur les retraites, notamment par le gel ou la sous-indexation des pensions. La modification de l'abattement fiscal pourrait également augmenter les impôts de certains retraités. À l'opposé, la CGT revendique le départ à 60 ans, une pension au moins égale à 75 % du salaire de référence pour une carrière complète et une revalorisation suivant l'évolution des salaires.

La santé n'échappe pas à la cure d'austérité, avec environ 5,3 milliards d'euros d'économies envisagées. Restrictions sur les arrêts maladie, indemnités journalières et prises en charge risquent d'alourdir la facture des assurés sociaux. La CGT défend une Sécurité sociale intégrale, financée par les cotisations sociales, et des moyens renforcés pour les hôpitaux, les personnels et la prévention.

Les familles seraient également mises à contribution, avec 2,8 milliards d'euros de transferts et d'économies, notamment sur les prestations familiales. Quant aux fonctionnaires, ils subiraient le gel du point d'indice et de nouvelles suppressions de postes, alors que les besoins augmentent dans les services publics.

Les collectivités territoriales devraient supporter 5,5 milliards d'euros d'efforts budgétaires, menaçant les investissements, l'emploi public et les services de proximité. La formation professionnelle serait également amputée de moyens, tandis que le budget de l'ADEME (Agence de transition écologique) diminuerait de 30 %, au détriment de la transition écologique.

Face à ces choix, les repères revendicatifs de la CGT proposent une autre politique : augmentation générale des salaires, justice fiscale, renforcement des cotisations sociales, développement des services publics, accès universel aux soins et formation professionnelle pour toutes et tous.

La question n'est donc pas seulement de réduire les dépenses, mais de savoir qui finance quoi et au bénéfice de qui. Les déficits ne peuvent servir éternellement de prétexte pour rogner les droits collectifs.

Pour la CGT, l'austérité n'est pas une fatalité, mais un choix politique. D'autres choix sont possibles, à condition de construire les mobilisations nécessaires pour imposer une meilleure répartition des richesses et répondre aux besoins de la population.

Mario SANTIN, secrétaire de l'union départementale CGT de la Marne



16 octobre 2026
#164

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



Reims / Épernay - 13 octobre :

La CGT toujours aux côtés des lycéens

À Reims, la manifestation s'est élancée à 10 heures de la Maison des syndicats pour un parcours coloré en Centre-ville. Un cortège d'un millier de personnes, majoritairement composé de lycéens et d'étudiants, de représentants du corps enseignant, de parents d'élèves ainsi que de salariés de différents secteurs d'activité, venus soutenir les jeunes à l'appel de leurs organisations syndicales, en particulier la CGT.

Contrairement aux souhaits du gouvernement, le mouvement ne s'essouffle pas, bien au contraire. Il s'enracine, s'élargit et fait converger un ensemble de revendications sociales pour la défense des services publics, l'augmentation des salaires et des pensions, la baisse des prix, le refus de la politique austéritaire du gouvernement...



« Siamo tutti antifascisti », « Pas de fachos dans nos quartiers », « la jeunesse emmerde... » la tonalité antifasciste de la mobilisation a une nouvelle fois été marquée à travers les slogans largement repris. La manifestation s'est déroulée dans le calme et s'est achevée par un sit-in festif boulevard de la Paix, devant la Maison des syndicats, où les jeunes se sont livrés à une « battle d'aura », totalement pacifique.

À Épernay, aussi une manifestation était organisée à 10 heures au départ de la place Carnot, à l'appel de la CGT et 150 personnes étaient présentes.



La CGT appelle à poursuivre le mouvement et se joindre aux initiatives partout où les conditions seront réunies, en

particulier le samedi 17 octobre.

[\(Lire l'article de l'Union : « Une bataille pour la cause des lycées »\)](#) [\(Lire le tract de la CGT : Manifestations du 13 octobre : une nouvelle étape réussie pour gagner sur les revendications des jeunes !\)](#)

Bezannes - 14 octobre :

Retraités et actifs pour la revalorisation des pensions

Une cinquantaine de militants retraités et actifs se sont rassemblés, mercredi 14 octobre à 10h, devant le siège de l'AGIRC-ARRCO à Bezannes à l'occasion de la réunion de son Conseil d'administration. L'AGIRC ARRCO est le régime de retraite complémentaire obligatoire pour tous les salariés du secteur privé en France, soit 14 millions de personnes. La CGT a dénoncé le gel des pensions complémentaires décidé par le patronat pour 2025 et rappelé que les réserves financières de l'AGIRC ARRCO, près de 90 milliards d'euros, permettaient largement de compenser les surcoûts de l'inflation.



De plus, alors que le gouvernement prévoit d'économiser 5,5 milliards d'euros sur les retraités en gelant ou sous-indexant les pensions de base dans son budget 2027, la hausse des complémentaires est impérative.

À l'issue du conseil d'administration, le taux définitif, applicable à compter du 1^{er} novembre 2026, a été établi à 1,4 %. La CGT a voté contre cet accord nettement insuffisant. [\(Lire la prise de parole de Jean Claude BOULBEN : « les raisons de notre colère »\)](#)

Poreaux&Cie à nouveau racheté : le Monopoly se poursuit

L'entreprise Poreaux & Cie située à Saint-Martin-sur-Pré, fait partie des neuf sites de production du groupe Lapeyre, ex-filiale de Saint-Gobain, racheté en 2021 par Mutares, un fonds d'investissement allemand, spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficultés avec promesse de les redresser...

Cinq ans après la reprise du groupe Lapeyre, et en dépit des restructurations et des suppressions

d'emplois, les résultats se sont dégradés et Mutares vient d'annoncer avoir reçu une offre de reprise majoritaire d'un groupe d'entrepreneurs italiens dont des membres de la famille propriétaire de Bricofere-Conforama Italia, enseigne de magasins de bricolage leader en Italie.

Ce rachat concernerait l'ensemble des entités du groupe, selon les premières informations transmises aux élus lors d'un CSE extraordinaire tenu le lundi 5 octobre.

Le Monopoly capitaliste se poursuit et la CGT sera particulièrement vigilante à ce que les salariés n'aient pas à en supporter les conséquences.

[\(Lire l'article de Capital – « Lapeyre bascule sous pavillon italien, Bricofere-Conforama devient actionnaire majoritaire. »\)](#)

Saint-Martin-sur-Pré : *mouvement de grève à la station Total*

Les salariés de la station TotaEnergies de Saint Martin-sur-le-Pré près de Châlons-en-Champagne se sont mis en grève les 8 et 9 octobre à l'appel de la CGT.

Suite à la hausse des prix du carburant, le blocage des prix dans les stations Total a engendré un immense afflux de clientèle, décuplé la charge de travail des salariés et généré des incivilités de la part de certains automobilistes en cas de pénurie de carburant.



Dans le même temps, l'entreprise qui enregistre des profits record, reste sourde aux revendications salariales et à la résorption de la précarité. « TotalEnergies fait le plein et les salariés roulent à vide », était-il indiqué sur une pancarte présentée à Saint-Martin-sur-le-Pré. ([Lire le reportage de France 3 : « On ne voit pas le jour » : les salariés de cette station Total en grève.](#))

Transports urbains rémois - **Direction générale :** *arrêtez de regarder ailleurs !*

Une nouvelle réunion de négociation s'est tenue le 13 octobre dans le cadre de l'alarme sociale déposée par la CGT. Alors que l'inflation a atteint 3 % fin septembre, la direction reste totalement sourde aux revendications salariales.

Pendant ce temps les hauts cadres de l'entreprise bénéficient d'avantages en nature conséquents comme les véhicules de fonction ou la carte de carburant. Les salariés voient leur pouvoir d'achat diminuer, grignoté par l'envolée des prix causée par la politique erratique du forcené de la Maison Blanche.



Mais visiblement la direction de Transdev a mieux à faire qu'à se soucier du quotidien de ses salariés et des usagers. Elle regarde ailleurs, entièrement tournée vers l'appel d'offres de l'étoile ferroviaire de Reims, dans le cadre de la mise en concurrence voulue par le Conseil régional du Grand-est. ([Lire le tract de la CGT des transports urbains : « Sortez de votre trou ! »](#))

Champagne : *Grève chez Veuve Clicquot-Krug, la CGT alerte sur les mutualisations, l'emploi et le pouvoir d'achat*

À l'appel de la CGT, les salariés de Veuve Clicquot-Krug se sont mobilisés le 2 octobre pour défendre leurs emplois, leurs métiers et leur pouvoir d'achat.

Au cœur des inquiétudes : la réorganisation du service Amont, la mutualisation d'une partie des travaux du vignoble avec Moët & Chandon et, en toile de fond, la volonté affichée par Moët Hennessy de réduire fortement ses effectifs.



Pour les représentants CGT de Veuve Clicquot-Krug, et plus largement tous ceux de MHCS et de l'Intersyndicat CGT du Champagne, une question se pose clairement : ces différentes réorganisations ne participent-elles pas d'une même stratégie de réduction de l'emploi ? ([Voir les explications dans site de la CGT du champagne : « Grève chez Veuve Clicquot- Krug »](#))

Strasbourg - 20 octobre :

Non au 28^{ème} régime !

Le 28^{ème} régime, nouveau format d'entreprise présenté par la commission européenne, vise à simplifier la création des entreprises innovantes grâce à un cadre juridique unique, entièrement numérique, commun aux 27 états membres.

Présenté comme un outil destiné aux seules start-ups, ce nouveau statut supranational pourrait à terme, concerner en réalité les entreprises de la plupart des secteurs.



Elles pourraient, par effet d'aubaine, choisir les règles sociales les moins protectrices, fragiliser les droits collectifs, augmenter le nombre de sociétés « boîtes aux lettres ».

Pour autant, rien n'est encore décidé, c'est pourquoi la CGT avec la CES (Confédération Européenne des Syndicats) se mobilise contre ce Cheval de Troie.

L'Union Départementale Cgt de la Marne organise un déplacement pour la grande manifestation européenne qui aura lieu à Strasbourg le 20 octobre.

([flyer](#))

TRUMP et POUTINE : Le pétrole ou la guerre, les affaires d'abord !

Donald TRUMP avait promis de mettre fin en quelques jours à la guerre en Ukraine. Il a finalement dévoilé une autre stratégie : faire du commerce avec celui qui l'a déclenchée !

Le président américain vient de conclure un accord avec Vladimir POUTINE pour remettre du gazole russe sur le marché, en faisant abstraction de sanctions internationales. C'est une excellente nouvelle pour les finances du Kremlin, car les recettes pétrolières

contribuent à alimenter la machine de guerre. À Moscou, on compte les dollars, en Ukraine, les morts. Mais le numéro de prestidigitateur ne s'arrête pas là ! TRUMP exige en plus que l'Ukraine cesse de bombarder les raffineries russes ! Autrement dit, les Ukrainiens peuvent se défendre, mais surtout pas toucher aux accords commerciaux Américano-russe, c'est du délire !



Mais si Volodymyr ZELENSKY ose rejeter cette option de cette incroyable mascarade, il risque de subir à son tour la colère incontrôlable de TRUMP, qui a déjà suggéré aux Ukrainiens de changer de président. Sur le ring, ZELENSKY contre TRUMP et POUTINE, le KO est inévitable.

Reims - NAZA :

L'IA au service du génocide

Lundi 12 octobre à 21h, la grande salle du cinéma Operaim (450 places) était comble pour assister à la projection du documentaire-choc sur les « dégâts collatéraux » (NAZA en hébreu) causés par les bombardements de l'armée israélienne dans la bande de Gaza.



À partir des témoignages de vingt-quatre militaires membres des services secrets, le film décrit méthodiquement la façon dont l'IA (Intelligence Artificielle) a été mise au service d'un projet génocidaire en rendant possible l'espionnage téléphonique des appartements gazaouis, la sélection des cibles, et le massacre de civils à grande échelle. Selon un des témoignages, une frappe visant un seul responsable du Hamas aurait ainsi causé la mort de 500 personnes, des NAZAS... À la question « Un bébé est-il un NAZA ? » la réponse survient, glaçante : « Oui, c'est un NAZA. »

Le documentaire sera en diffusion libre et gratuite sur Internet dès le mois de novembre. À voir absolument. ([Lire le dossier de l'Humanité « Le « j'accuse » de deux cinéastes israéliens »](#))